



1 Bulletin du vendredi 31 octobre 2025

Guerre en Ukraine et désinformation russe : l'escalade des tensions France-Russie

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2026 cristallise les divisions politiques et sociales en France, révélant une fracture entre l'exécutif, les oppositions et les partenaires économiques. Au cœur des débats, deux mesures phares alimentent la polémique : d'une part, la ****taxe sur les multinationales**** (inspirée des travaux de l'économiste Gabriel Zucman), qui vise à imposer davantage les bénéfices des géants étrangers opérant en France, et d'autre part, le ****plafonnement à 15 jours des arrêts maladie**** pour les primo-prescriptions, une mesure présentée comme un levier pour maîtriser les dépenses de la Sécurité sociale mais perçue comme une attaque contre les droits sociaux. Les députés, notamment ceux de la NUPES et du RN, ont multiplié les amendements, transformant le texte en un « budget Frankenstein » selon les mots de Xavier Bertrand (LR), qui dénonce une « foire aux conneries fiscales ». Parallèlement, la ****hausse des franchises médicales****, initialement prévue pour doubler, a été rejetée en commission, illustrant la résistance des élus face à des réformes jugées trop libérales. Ce contexte budgétaire tendu s'inscrit dans une ****crise plus large de financement de la protection sociale****, avec des artistes-auteurs en colère contre la suppression de leur régime spécifique et des professionnels de santé alertant sur les risques de désengagement de l'État. La défiance envers l'exécutif s'étend jusqu'à l'Assemblée, où l'adoption du budget devient incertaine, certains élus menaçant de voter contre. Ces tensions reflètent un ****clivage idéologique profond**** sur le rôle de l'État : faut-il taxer davantage les riches et les entreprises pour préserver les services publics, ou réduire les dépenses sociales pour équilibrer les comptes ?

Conflit israélo-palestinien : l'interdiction de la Croix-Rouge à Gaza et l'isolement diplomatique d'Israël

La France fait face à une ****double menace**** sur son territoire : des ****opérations de déstabilisation étrangère**** et une ****judiciarisation croissante de la liberté d'expression****. L'affaire des ****« mains rouges »** taguées sur le Mémorial de la Shoah** en octobre 2024 a révélé l'ampleur des stratégies hybrides visant à fracturer la société française. Les suspects, des ressortissants bulgares, se présentent comme de « simples exécutants » motivés par l'appât du gain, mais les enquêteurs suspectent un commanditaire étranger (la Russie ou l'Iran sont évoqués). Cette affaire s'inscrit dans un contexte plus large d'****ingérences étrangères****, comme le montre un ****rapport alarmant**** remis au Parlement sur les réseaux d'influence iranienne en France depuis 1979, incluant espions, agents d'influence et « proxies » locaux. Parallèlement, le phénomène des ****poursuites-bâillons (SLAPP)**** se généralise en Europe, comme le dénonce la juriste Sophie Lemaître dans son ouvrage ***Réduire au silence***. Ces procédures, utilisées par des États, des multinationales ou des personnalités pour intimider journalistes et lanceurs d'alerte, menacent le droit à l'information. En France, la ****réforme du viol**** (intégrant désormais la notion de ****non-consentement**** dans le code pénal) et les débats sur la ****liberté de la presse**** (comme la crise à ***Challenges*** après le rachat par LVMH) illustrent une tension entre ****protection des victimes**** et ****risques de censure****. Ces enjeux posent une question centrale : comment concilier ****sécurité nationale****, ****liberté d'expression**** et ****justice sociale**** dans un pays cible de manipulations étrangères et de pressions économiques ?

Réforme du budget 2026 et tensions fiscales : entre taxation des multinationales et restriction des arrêts maladie

Voici une synthèse structurée des sujets les plus récurrents et marquants, classés par thème, avec un résumé contextualisé pour chacun. Les doublons et sujets marginaux ont été écartés au profit des enjeux centraux.

Sécurité et ingérences étrangères : l'affaire des « mains rouges » et la menace des poursuites-bâillons

—



La Fed face au dilemme inflation-emploi : une baisse des taux sous incertitudes

—

Crise industrielle et surcoûts : le cas emblématique du Boeing 777X

La **guerre en Ukraine** reste un foyer de tensions géopolitiques, avec une **nouvelle escalade informationnelle** ciblant la France. Le 30 octobre 2024, le service de renseignement extérieur russe (SVR) a accusé Paris de préparer l'envoi de **soldats français en Ukraine**, une allégation immédiatement démentie par l'état-major des armées françaises, qui y voit une **« attaque informationnelle »** visant à « inverser les rôles » entre agresseur et défenseur. Cette manœuvre s'inscrit dans une **stratégie russe systématique** de désinformation, déjà observée lors des accusations infondées contre l'OTAN ou les États-Unis. Alors que la France renforce son soutien militaire à Kiev (avec la production en masse de **drones intercepteurs X-Wing** par Alta Ares), Moscou tente de **discréditer l'Occident** et de saper la cohésion européenne. Parallèlement, la **relation sino-russe** se renforce, malgré les tentatives américaines de « décrocher » Pékin de Moscou. Depuis 2022, la Chine et la Russie ont approfondi leur **partenariat stratégique**, notamment sur les questions énergétiques et technologiques, défiant les sanctions occidentales. Cette alliance pose un **défis majeur** pour les États-Unis et l'UE, d'autant que la **guerre à Gaza** et les tensions en **mer Rouge** (avec les négociations secrètes entre Oman et les Houthis pour protéger les câbles sous-marins) complexifient encore le paysage géopolitique. La question centrale reste : comment l'Occident peut-il **contrer la désinformation russe** tout en évitant une **escalade militaire directe** ?

L'intelligence artificielle entre promesses et dérives : régulation et inégalités

Le conflit à **Gaza** prend un tournant humanitaire et diplomatique dramatique avec la décision d'**Israël d'interdire à la Croix-Rouge** l'accès aux prisonniers palestiniens, invoquant des raisons de **sécurité nationale**. Cette mesure, dénoncée par le **Hamas** comme une « violation criminelle », s'ajoute à un bilan déjà lourd : plus de **40 000 morts** depuis octobre 2023, une **crise alimentaire aiguë** et des **accusations de crimes de guerre** contre Tsahal. Sur le plan international, Israël se retrouve de plus en plus **isolé** : l'**ONU**, via Antonio Guterres, exprime sa « grande inquiétude », tandis que des pays comme l'**Espagne** ou l'**Irlande** reconnaissent officiellement l'État palestinien. La **Chine** et la **Russie**, quant à elles, exploitent la crise pour affaiblir l'influence occidentale au Moyen-Orient, comme en témoignent les **négociations secrètes entre Oman et les Houthis** pour sécuriser la mer Rouge, un couloir vital pour le commerce mondial. Aux États-Unis, la **polarisation politique** sur le soutien à Israël s'accentue, avec des manifestations pro-palestiniennes massives et des divisions au Congrès. La question du **cessez-le-feu** et de la **solution à deux États** semble plus éloignée que jamais, alors que le **Hamas** refuse toute négociation sans garanties concrètes. Ce conflit illustre l'**chec des diplomatie traditionnelles** et l'urgence de repenser les mécanismes de **médiation internationale** dans un contexte de **guerres hybrides** et de **propagande généralisée**.

Pannes technologiques et dépendance aux géants du cloud : le cas Microsoft Azure

—